

Genève, une ville qui travaille pour le monde

Chronique internationale

Anna Ifkovits Horner
Ambassadrice*



Les week-ends du mois de juin ont vu l'arrivée d'un temps estival que nous avons longuement attendu; j'espère que, comme moi, vous avez pu en profiter. Avec, peut-être, une pensée pour l'Organisation internationale du travail (OIT), où le dialogue mené depuis plus d'un siècle au bout du lac entre patronat et syndicats a permis que ces deux jours de congé hebdomadaires deviennent la règle. Après ledit week-end, c'est justement la Conférence internationale du travail qui bat son plein à Genève, après celles de la santé et de la météorologie le mois dernier.

Mais quels sont, au fond, les enjeux de ces grandes conférences de la Genève internationale dont on ne s'aperçoit parfois que lorsque changent les drapeaux du pont du Mont-Blanc? Eh bien, ces rassemblements diplomatiques servent à jeter des ponts justement, entre des visions et des cultures différentes pour aboutir à des solutions communes.

Chacune des 45 organisations intergouvernementales que la Suisse héberge a un mandat bien précis, déterminé par les États membres, notamment à l'occasion de ces grandes conférences. À mes yeux, ce qui fait avant tout la force de Genève, toutefois, c'est l'impact qu'ont ces organisations lorsqu'elles se mettent ensemble: l'impact qu'elles ont lorsque Genève bâtit des ponts entre leurs domaines d'expertise respectifs. Par exemple, les données météorologiques mondiale sont mises à disposition des organisations humanitaires comme le CICR pour permettre à celles-ci de tenir compte des paramètres climatiques; l'OIT et l'Organisation mondiale de la santé travaillent ensemble aux qualifications du personnel de la santé; les universités suisses connectent chercheurs et organisations internationales par le truchement du Geneva

Science-Policy Interface, en matière d'accès à la technologie, par exemple.

La Suisse soutient depuis de nombreuses années ces initiatives et bien d'autres encore, parce que le monde d'aujourd'hui se heurte à des problématiques complexes, qui peuvent parfois sembler insolubles de par leur amplitude et leur enchevêtrement.

La bonne nouvelle, c'est que Genève est à la hauteur de ces défis. Ces quelques exemples montrent que les diplomates et les scientifiques des organisations internationales se parlent, et élaborent ensemble, avec le soutien de la Suisse, des solutions innovantes et à multiples facettes pour faire face aux grands défis de notre temps, que ce soit les changements climatiques, le respect des droits de l'homme ou encore les épidémies.

Nous bâtissons des ponts pour être efficaces.

«Nous bâtissons des ponts pour être efficaces.»

Cette efficacité, cette capacité à faire face, c'est l'impact, le premier pilier du multilatéralisme à Genève. Bien entendu, la mission veille également à la défense des intérêts de la Suisse en tant que membre de ces organisations.

Il est primordial d'avoir des lieux où les représentants des pays puissent se voir, se parler et, espérons-le, se comprendre. L'universalité de leur présence ici, c'est le deuxième pilier qui permet à Genève de travailler pour le monde tout au long de l'année. La Division État hôte de la mission suisse, que je dirige, est à la manœuvre pour veiller à ce que les organisations que nous hébergeons puissent travailler dans les meilleures conditions possibles et pour s'assurer que les bonnes personnes puissent se rassembler à Genève pour parvenir à des résultats.

Tous les jours, avec mon équipe, nous relevons ce défi, avec l'appui des autorités fédérales, cantonales et communales.

Cheffe de la Division État hôte à la mission suisse auprès de l'ONU

www.tdg.ch

Manifestation

● **Grève nationale** Prendre un bain de foule en suivant le déroulement de la Grève féministe du 14 juin, qui a vu environ 15'000 femmes de tous âges défiler dans nos rues de Plainpalais aux Pâquis.



Manèges

● **Rade genevoise** Découvrir le dernier épisode du litige opposant la Ville aux forains genevois, lors duquel ceux-ci ont refusé de signer la convention qui leur interdirait les quais dès l'an prochain.



Affaire judiciaire

● **Rapports de travail** Se pencher sur le cas de cette jeune maman atteinte de sclérose en plaques que la justice genevoise reconnaît victime de discrimination de la part de son employeur, l'Hospice général.



Courrier des lecteurs

Une visite à l'Acore qui interroge

Lettre du jour

Cologny, 14 juin Ainsi donc la «Tribune de Genève» nous apprend que la première sortie officielle de notre nouvelle conseillère d'État à l'Instruction publique a été réservée: à une institution publique d'éducation? À un cycle d'orientation du canton? À une unité du centre médico-pédagogique? À l'université?

Non, Madame Anne Hiltbold s'est rendue aux portes ouvertes d'une école privée, L'Acore, pour souligner les résultats encourageants que cette école obtient avec les élèves en difficulté scolaire...

Qu'est-ce à dire? On a bien vu, lors de la récente campagne électorale, que le PLR a rivalisé d'efforts pour bien faire comprendre que la récréation était finie et que, maintenant, il fallait que ce département lui revienne pour enfin avoir une école qui enseigne, des élèves qui réussissent, des institutions qui soient efficaces.

Est-ce alors en comptant sur le soutien des écoles privées dont l'écolage dépasse



20'000 francs que notre nouvelle ministre espère résoudre le manque de moyens accordés actuellement pour soutenir les élèves en difficulté dans l'école publique, ou est-ce un pas risqué vers leur subventionnement?

Peut-être que Madame Hiltbold voulait s'inspirer d'une

école qui ne compte que dix élèves par classe et bénéficie d'un encadrement d'un adulte pour quatre élèves pour affiner de nouvelles propositions et redynamiser notre école publique.

On veut espérer que cette première visite sera vite renou-

velée, mais au sein des entités de son département qui attendent aussi d'être soutenues et entendues. Nul doute que c'est dans l'enseignement public que l'effort doit être accentué pour une meilleure réussite de chacun, gratuitement.

Frédéric Rey

Langue inclusive

Cologny, 11 juin Les efforts des «acteur-x-ices» de la rénovation langagière ne convaincront ni le peuple, ni les philologues, ni les écrivains, ni leurs lecteurs, même si l'Académie française (dont je suis consultant) se mettrait à soutenir cette affreuse écriture inclusive. Va-t-on officialiser un tel charabia «administratif» pour tenter de nous l'imposer sans tenir compte de nos goûts? Qu'attendent nos fines plumes antisexistes de tout poil pour combattre, épée, bec et ongles, cette forme aberrante de français qui ne se prête pas plus à l'oral qu'à l'écrit? Les luttes contre la discrimination ne se gagneront jamais par la médiocrité. Sans déformer à ce point notre chère langue, laissons-la évoluer d'elle-même selon nos mœurs. Elle se libérera logiquement des vobalés et des accords dans lesquels nos anciens l'avaient enfermée sous l'influence de la force physique du temps où elle dominait tout. Revendications, plaintes, cris, appels à une recon-

naissance égalitaire justifiée entre tous les sexes formeront notre langage de demain à travers celui de la rue, des quidams, des philosophes et des poètes qui inspireront les écoles en harmonie avec l'Institut de France, adepte de toute évolution maîtrisée par le bon sens.

Pierre Alain

Geneva Pride

Genève, 13 juin Je vous écris suite à votre article «La Marche des fiertés déploie une marée arc-en-ciel sur les quais» du lundi 12 juin. En tant que membre du comité de la Geneva Pride, je souhaite vous remercier de nous avoir relayé dans votre journal. [...] Si la marche de samedi était festive, notre association œuvre pour l'avancée des droits de toute personne appartenant à l'une des minorités LGBTQIA+. Cette année, nous avons formulé 50 revendications autour des droits et mesures de protection pour notre minorité. En effet, nous voyons dans les statistiques davantage de facteurs de risque et

un plus grand taux de suicide chez les jeunes LGBT et encore plus élevé chez les personnes transgenres. [...] La période la plus critique est celle qui correspond au coming out, entre 14 et 17 ans pour la plupart de ces jeunes. Les trois revendications de cette année sont l'arrêt des soi-disantes thérapies de conversion, la possibilité d'autodétermination des personnes intersexes et l'extension de l'article 261 bis du Code pénal à la transphobie. Oui, les thérapies de conversion censées «guérir» de l'homosexualité existent bel et bien encore, en 2023. Heureusement, des textes demandant leur arrêt

et leur interdiction ont été déposés dans plusieurs cantons. Cette revendication est dès lors dans le pipeline du politique, comme l'a été le mariage pour tous, qui a abouti l'an dernier.

Yolanda Martinez, membre du comité

Égoïsme porteur

Thônex, 11 juin «Pour moi et pour toi»: étonnant, ce slogan publicitaire d'une grande chaîne de magasins. Cette formule d'égoïsme serait-elle vendeuse? On imagine mal des agences de publicité lancer une campagne sans étude préalable. Pourtant, cette pub nous change des autres du fait que ce ne sont pas les valeurs des produits qui sont mises en avant, mais l'effort de l'entreprise pour sauver la planète. En effet, l'article proposé pourrait être une d'une infâme qualité, l'essentiel, c'est le zéro carbone qui accompagne sa production. Soyons optimistes, ou cette formule pourrait se transformer à l'avenir en «Pour moi et pour toi, s'il en reste!» **Hugues Roulet**

Écrivez-nous

Votre opinion nous intéresse. Envoyez votre lettre à courrier@tdg.ch. Votre texte doit être concis (1400 signes max.), signé et comporter vos adresse et téléphone. La rédaction se réserve le droit de choisir les titres et de réduire les lettres.

La générosité sans pareille de la France

Chronique

Alain Rubetex
Monde



Il y a une semaine, l'écrivain algérien Kamel Daoud passait en entretien dans la matinale de France Inter. Si vous avez le temps, allez écouter, c'est un moment d'intelligence, de lucidité, de courage aussi. Il en faut pour décrire comme il le fait les relations du pouvoir algérien (et plus largement de ses compatriotes) envers la France, parlant d'une attitude d'«enfants gâtés de la colonisation». Si l'Algérie veut être un pays souverain, estime-t-il dans une formule sévère, elle «ne peut pas exercer une sorte de droit de cuissage mémoriel sur la France». Mais ce n'est pas pour ça que je vous en parle. À un moment,

l'entretien aborde le thème de l'immigration. Kamel Daoud dénonce l'hystérisation du débat en France, mais en même temps il évoque le mythe que le pays incarne: «Que représente la France pour les migrants clandestins ou pour le reste de l'humanité? C'est le pays où on peut s'installer et avoir accès à des aides. Ça, c'est une réalité.»

La formule est brutale. C'est l'argument que tous les opposants à l'asile ou à l'immigration, dans quelque pays que ce soit, utilisent et répètent à l'envi. Mais en France, comment dire? Je trouve que l'affirmation ne manque pas d'une certaine pertinence. En écoutant Kamel Daoud, j'ai pensé à mon homme de ménage. C'est un Malien, installé légalement en France, marié, une petite fille en âge scolaire, qui avait une formation d'ingénieur dans son pays mais gagne ici sa vie dans le nettoyage. Il vient chez moi depuis deux ans et on a pris l'habitude, quand il arrive, de

prendre un café et de se raconter nos familles, nos pays... L'été dernier, un coup dur est survenu: la mère de sa femme,

«L'AME, l'aide médicale de l'État. C'est un droit aux soins après trois mois de séjour en situation irrégulière.»

au Mali, a eu un AVC qui l'a laissée à moitié paralysée. Elle vivait dans un petit village aux structures de soin défaillantes et son état ne faisait qu'empirer. À l'autisme, il a décidé de la faire venir à Paris pour la soigner. Quand il m'en a parlé, j'étais ébahie: comment pourrait-il payer? J'ai découvert alors, au fil des semaines, l'AME, l'aide médi-

cale d'État. C'est un droit aux soins après trois mois de séjour en situation irrégulière. Je passe les détails, il y a bien eu quelques factures de kiné à payer au début, mais toute la prise en charge hospitalière, d'abord de manière informelle puis tout à fait officiellement, les examens, les scanners, la réhabilitation ont été pris en charge par l'AME. Aux dernières nouvelles, belle-maman s'est fait refaire les dents et doit aller chez l'ophtalmo, pour les yeux. «Comme une voiture, on change toutes les pièces!» s'amusa son beau-fils l'autre jour autour du café.

Je précise qu'il a beaucoup de respect et de gratitude: «La France est très généreuse, aucun autre pays au monde ne ferait ça», répète-t-il souvent. Quant à belle-maman, elle est malheureuse. Son village lui manque, elle n'attend que de repartir. Heureusement elle va mieux, elle peut à nouveau marcher. Le retour est pour bientôt...

